

Lettre à Gaston Thorn sur la situation politique au Portugal (La Haye, 19 novembre 1974)

Légende: Le 19 novembre 1974, Roger Hastert, ambassadeur du Luxembourg aux Pays-Bas, adresse à Gaston Thorn, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, une lettre dans laquelle il rend compte de son entretien avec M. G. Meijer, conseiller spécial de Max van der Stoep, ministre néerlandais des Affaires étrangères, sur le processus de démocratisation politique au Portugal.

Source: Archives Nationales du Luxembourg, Luxembourg. Affaires étrangères. Relations Internationales-Politique Portugal. Correspondance générale:1973-1974, AE 16822.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_a_gaston_thorn_sur_la_situation_politique_au_portugal_la_haye_19_novembre_1974-fr-551b7395-cbe3-47c7-9dc6-28d859adb2ec.html

Date de dernière mise à jour: 16/03/2015

Lettre de l'Ambassadeur du Luxembourg aux Pays-Bas à Gaston Thorn (La Haye, 19 novembre 1974)

L'Ambassadeur du Luxembourg aux Pays-Bas
à
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
Luxembourg

Objet : Situation au Portugal

J'ai l'honneur de vous informer qu'à la demande de M. Van der Stoel, M. G. Meijer, conseiller spécial du Ministre des Affaires Etrangères, s'est rendu du 12 au 14 novembre 1974, en mission à Lisbonne. Le but de ce voyage était de renseigner le gouvernement néerlandais sur la situation politique du moment et les perspectives d'avenir du Portugal.

Au cours de la soirée du vendredi, 15 novembre 1974, j'ai eu à ce sujet un entretien avec M. Meijer et j'ai l'honneur de vous transmettre les informations suivantes.

Au cours de sa visite, M. Meijer a eu des conversations avec M. Soares, Ministre portugais des Affaires Etrangères, le Ministre du Commerce Extérieur, le Secrétaire-Général des Affaires Etrangères et plusieurs autres hauts fonctionnaires ou membres du Parti Socialiste Portugais.

1. D'après M. Meijer, l'équipe qui se trouve actuellement au pouvoir a, malgré le départ du Général Spínola, réussi à maintenir l'ordre et à orienter les institutions du Portugal dans un sens libéral et démocratique. L'élément déterminant du processus de démocratisation réside dans l'armée et surtout, entre les mains des jeunes officiers qui, frustrés, choqués et humiliés par l'expérience colonialiste décevante menée par l'ancien régime dans les "provinces portugaises d'Outre-Mer", font de leur mieux pour que leur "révolution pacifique", lancée au Portugal se consolide et devienne un succès sur le plan national et international. M. Meijer pense qu'il est certain que l'armée, et surtout les jeunes officiers, n'est pas intéressée à s'accaparer définitivement d'un pouvoir politique dont elle ne s'est emparée que dans la mesure où il est nécessaire pour pouvoir ouvrir le chemin et préparer la voie à des élections libres et démocratiques.

2. Compte tenu de ce qui précède, il est extrêmement important que les gouvernements des pays européens soutiennent activement et publiquement l'équipe actuellement au pouvoir. La presse, la radio et la télévision portugaises attachent en effet une grande importance et donnent dans leurs reportages beaucoup de place aux déclarations des visiteurs étrangers, ainsi qu'à toutes les déclarations faites à l'étranger sur le Portugal. L'opinion publique portugaise se montre également très sensible et sensibilisée à la façon dont le changement politique intervenu il y a quelques mois est jugé à l'étranger.

C'est dans ce sens qu'il y a lieu de comprendre également les nombreux voyages de M. Soares à l'étranger et le plaisir sincère, sinon l'enthousiasme avec lequel est reçu à Lisbonne chaque visiteur de marque étranger. Après de longues années de mise au pilori et d'isolement, l'opinion publique portugaise éprouve en effet le besoin d'être rassurée et de constater que le Portugal dispose non seulement d'amis et de soutien à l'étranger, mais qu'il a trouvé ou est en voie de retrouver également sa place sur la scène internationale.

3. La situation économique au Portugal est pour le moment extrêmement difficile. Ceci est dû à plusieurs facteurs, à savoir :

- Au moment du renversement du régime Caetano, la situation n'était déjà pas florissante et depuis cette date, d'importants capitaux, à la recherche de meilleures garanties de placement, ont fui le pays.

- Compte tenu des salaires extrêmement bas payés sous l'ancien régime, les nouveaux maîtres du Portugal ont procédé à une révision des salaires; cette révision a entraîné un renchérissement général du coût de la vie. Ce dernier phénomène est d'autant plus inquiétant que la plupart des salariés ont l'impression que le

nouveau régime devrait augmenter encore davantage les salaires, alors que la classe paysanne peu organisée subit une diminution de son niveau de vie. En effet, le revenu des produits agricoles n'a guère augmenté, alors que la plupart des biens d'équipement et de consommation que les paysans doivent acheter, ont au moins doublé de prix. En conséquence, on peut dire que l'équipe au pouvoir devra, dans les mois à venir, veiller à ce que la classe paysanne lui garde son soutien, tout comme c'est le cas pour la classe ouvrière. Dans ce contexte, il est également très important que la Communauté Européenne utilise tous les moyens dont elle dispose pour venir en aide aux autorités portugaises.

4. M. Meijer a également constaté l'influence grandissante du Parti Communiste Portugais. Ce dernier disposait déjà, avant le renversement du régime Caetano, dans l'ensemble du pays d'une organisation largement et fortement structurée, de sorte que, profitant à présent à fond de sa liberté d'action, il est en mesure d'agir avec beaucoup de discrétion et d'efficacité. Il dispose en outre, en argent et en hommes, d'une aide substantielle qui lui vient non seulement de l'U.R.S.S., mais également de France et d'Italie.

Dans ces circonstances, des partis comme le Parti Socialiste Portugais et ceux nouvellement constitués, devront s'efforcer d'atteindre, d'ici le moment des élections générales, une crédibilité et un poids tels qu'ils puissent contrebalancer l'image rassurante que cherche à maintenir le Parti Communiste Portugais.

Si le Parti Communiste Portugais représente une force certaine dans la vie nationale actuelle, il serait cependant faux de prétendre qu'il exerce une influence décisive. En effet, comme n'importe quel groupe organisé, le Parti Communiste Portugais doit tenir compte du rôle important joué par l'armée et il semble improbable, sinon même impossible que dans les conditions actuelles, il puisse réussir à prendre en main ou à monopoliser les institutions futures du Portugal.

Quant au Parti Communiste Portugais, il bénéficie à présent également de l'expérience politique et syndicale que beaucoup de ses membres ont acquise comme "travailleurs étrangers" dans certains pays de la Communauté Européenne. Avant le renversement du régime Salazar et Caetano, c'étaient en effet, dans la plupart des pays européens, les seuls partis et syndicats communistes qui acceptaient dans leur rang, recrutaient et appuyaient les travailleurs portugais qui s'étaient expatriés soit pour des raisons politiques, soit pour des raisons économiques.

Aussi est-il certain que les nouvelles autorités portugaises prêteront dorénavant une attention spéciale à la façon dont les pays européens accueilleront les travailleurs de leur pays et qu'elles freineront le cas échéant l'émigration, même seulement temporaire, vers les pays européens qui n'accordent pas à leurs ressortissants un traitement digne et humain.

5. Alors que la décolonisation s'est faite sans de trop grandes difficultés au Mozambique et en Guinée-Bissau, M. Meijer a qualifié les problèmes que soulève l'Angola de "cauchemardesques". Si, en théorie, les hommes politiques au pouvoir, ainsi que les officiers de l'armée, ont une conception très idéaliste de leur rôle, cet idéalisme se heurte cependant à des contingences humaines et économiques extrêmement délicates et difficiles. L'Angola est en effet un pays qui a d'énormes possibilités de développement économiques et ses réserves naturelles sont inépuisables. Depuis de longues années déjà, l'Angola a assuré à lui seul plus de 50% du commerce extérieur des "provinces d'Outre-Mer du Portugal" et il a garanti au Portugal l'approvisionnement en devises fortes, puisque ses riches exportations se dirigeaient surtout vers la zone dollar et la zone sterling. C'est grâce notamment à l'apport de l'Angola que, dans le passé, la balance des comptes du Portugal, largement déficitaire, devenait nettement excédentaire.

Du temps du régime Caetano, les revenus provenant de l'exploitation des richesses naturelles de l'Angola, profitaient largement, sinon en exclusivité, à la Métropole, qui - il est vrai - a dû au cours des dernières années investir de son côté une grande partie de ces revenus coloniaux dans l'achat d'équipements militaires destinés à la lutte contre la rébellion dans ses "territoires d'Outre-Mer". A présent, les hommes politiques du Portugal n'ont plus la possibilité de continuer à exploiter l'Angola comme s'il s'agissait d'une province

d'Outre-Mer et une grande partie des revenus provenant de la vente de produits angolais doit ou devrait s'investir sur place.

Une autre difficulté aux aspects humains imprévisibles résulte de la présence de plus de 300.000 Portugais sur le territoire de l'Angola dont la superficie représente quinze fois celle de Portugal. Dans ces circonstances, il est facile d'imaginer combien il sera difficile de trouver pour l'Angola, même avec la meilleure volonté du monde, un passage sans heurts du colonialisme vers l'indépendance. Pour le Portugal, il s'agit en effet d'apprendre à vivre sans les revenus des richesses provenant de ses anciens territoires d'Outre-Mer. Pour les Portugais habitant l'Angola, il s'agit également de réaliser que l'époque coloniale est définitivement révolue et que l'unique choix qui leur reste, est soit de s'intégrer dans l'Angola indépendant, en renonçant à leurs privilèges et à une partie de leur fortune, soit d'abandonner tout ce qu'ils possèdent et de retourner au Portugal. Or, il ne serait pas dans l'intérêt des hommes politiques au pouvoir au Portugal de se trouver confrontés, dans un proche avenir et en l'absence d'institutions politiques stables, avec les problèmes supplémentaires que poserait le rapatriement de plusieurs centaines de milliers de compatriotes mécontents, déçus et... de droite.

Mon interlocuteur m'a fait comprendre que ce dernier problème pèse d'autant plus lourdement sur l'esprit des responsables politiques actuels, alors qu'ils n'y voient pas de solution à brève échéance et redoutent dès à présent le tort que l'absence de solution des problèmes angolais causera fatalement, non seulement en Angola, mais aussi dans les relations entre le Portugal, les pays africains et un grand nombre d'autres pays.

Roger Hastert